

Cette réforme restera entachée d'illégitimité

jeudi 28 octobre 2010

Selon le secrétaire général de l'Unsa, Alain Olive, «les syndicats doivent trouver un débouché à la colère sociale».



La Croix : Vous attendez-vous à une forte mobilisation aujourd'hui, alors que le mouvement social semble s'essouffler ?

Alain Olive : Il y aura vraisemblablement moins de manifestants que lors des journées précédentes. C'est évident, car nous sommes en période de vacances et parce que la discussion au Parlement s'achève. Mais la diminution du nombre des manifestants ne change rien au fait que le rejet de cette réforme demeure majoritaire dans le pays.

Une fois le texte adopté, le mouvement social doit-il s'arrêter ?

J'ai été le premier à dire qu'une fois la loi votée, promulguée et publiée au *Journal officiel*, la donne changerait. Ce sera alors une loi de la République, s'appliquant à tous. Cependant, les problèmes que pose cette loi demeurent, les critiques que nous soulevons aussi. Sur la pénibilité, l'emploi des jeunes et des seniors, l'équilibre financier du projet ou l'injuste répartition des efforts demandés, nous avons fait naître des débats qui ne se refermeront pas facilement.

Après les mouvements programmés pour les jeudi 27 et samedi 6 novembre, l'Unsa n'appellera donc plus à manifester ?

Ces deux journées sont prévues et nous serons au rendez-vous. La force de ce mouvement vient de trois axes essentiels : nos critiques contre ce projet, le soutien de l'opinion publique et l'unité d'action syndicale. Il n'est pas question pour nous de fissurer cette unité. C'est ensemble que nous prendrons une décision.

Approuvez-vous les actions dures, comme le blocage des dépôts pétroliers ?

Ni l'Unsa ni les autres centrales syndicales n'ont appelé à des grèves reconductibles. Cependant, je comprends que, face à l'intransigeance du gouvernement, certains représentants syndicaux, sur le terrain, soient tentés par la radicalisation. Cela n'a jamais été une décision prise d'en haut, au contraire, nous avons toujours été extrêmement responsables.

Les syndicats mettent en avant la force et la durée de ce mouvement, mais vous n'avez pas fait reculer le gouvernement. Est-ce un échec ?

La réforme va passer, elle sera appliquée. Dire l'inverse serait de la langue de bois. Le gouvernement va gagner la bataille de la légalité, mais cette réforme restera entachée d'illégitimité par la manière brutale dont elle a été adoptée et parce qu'elle n'est pas acceptée par le corps social.

Prétendre que les gens n'acceptent pas de faire des efforts est faux. Ils demandent des efforts justement partagés et c'est cette quête de justice qu'ont portée les syndicats. De plus, après ce mouvement, chacun aura compris qu'il n'est plus possible de modifier un élément aussi important de notre pacte social dans ces conditions.

Les acteurs politiques doivent arrêter de penser qu'ils sont les seuls légitimes pour réformer le pays. On ne peut pas continuer avec une méthode où le gouvernement ne cherche jamais de compromis social. À l'avenir, on ne pourra plus réformer à la hussarde sans déclencher une tempête sociale. Même ceux qui ricanent sur le taux de syndicalisation dans notre pays ont pu mesurer l'influence des organisations syndicales.

La négociation sur l'emploi des jeunes et des seniors, sur laquelle le Medef est d'accord, peut-elle permettre de renouer le dialogue social ?

S'il s'agit de répondre à certaines questions posées par ce mouvement, c'est une bonne chose. Je suis d'accord avec François Chérèque pour ouvrir toute une série de chantiers sur les jeunes, les seniors, mais aussi les conditions de travail et la pénibilité. Pour autant, il ne faut pas imaginer que l'on peut tourner la page d'un tel conflit aussi facilement, comme le croit Mme Parisot. Personne n'est amnésique.

Vous voulez dire que même si le mouvement s'éteint, il restera une colère sociale ?

La colère est là, le rôle des organisations syndicales est de lui trouver un débouché en s'appuyant sur la négociation et le rapport de force. Le gouvernement qui évite le triomphalisme l'a bien compris, le Medef un peu moins. J'invite chacun à analyser en profondeur ce qui s'est passé. Ce serait faire injure à tous ceux qui se sont mobilisés de penser qu'ils ont été vaincus.

Recueilli par Mathieu CASTAGNET (La-Croix.com)